

Idées débats, tribunes

Serge Paugam

SOCIOLOGUE, DIRECTEUR DE RECHERCHE
AU CNRS ET DIRECTEUR D'ÉTUDES À L'EHESS

« Le regard des riches sur les pauvres signale un danger pour nos sociétés »

« Ce que les riches pensent des pauvres » : cet intitulé, faussement anodin, recouvre une vaste et novatrice enquête sociologique. Dans le contexte de la concentration croissante des richesses et de l'aggravation des inégalités, toujours plus documentées, les travaux sur la pauvreté et les études menées sur les catégories supérieures ne s'étaient pas encore croisés. C'est à l'exploration de ce lien qu'est consacrée l'enquête comparative menée par les sociologues Serge Paugam, Bruno Cousin, Camila Giorgetti et Jules Naudet. Ils ont interrogé les riches qui vivent dans les beaux quartiers de trois métropoles – en France, au Brésil et en Inde – pour analyser leur perception des pauvres et des inégalités. Et, partant, leur vision de la société en régimes démocratiques, à l'heure de la globalisation. Entretien avec l'un des coauteurs, Serge Paugam.

HD. Pourquoi consacrer aujourd'hui une enquête sociologique à « ce que les riches pensent des pauvres », et la mener à Paris, São Paulo et Delhi ?

SERGE PAUGAM. Dans de nombreuses métropoles, on constate une augmentation de la ségrégation spatiale du fait de la concentration de la richesse dans certains espaces : les riches vivent dans des territoires de plus en plus repliés sur eux-mêmes, coupés des autres couches de la population. Au-delà d'un processus d'agrégation affinitaire déjà bien renseigné, cela ne correspondrait-il pas aussi à une attitude de distan-

sonnement encore plus fortes, est intéressant : la richesse y est très concentrée, la globalisation les conduit à une certaine uniformisation, ce sont des métropoles mondiales et elles connaissent des flux importants de migrations.

HD. Quelle vision des pauvres les riches de ces trois métropoles ont-ils en partage ?

S. P. À partir des entretiens qui y ont été menés, la méthode comparative a permis d'observer, sur la base de ce qui est récurrent chez les riches des quartiers les plus exclusifs, comment se construit le pro-

pouvant venir du contact avec les autres couches sociales, qui sont donc à mettre à distance. Leur quartier autoségrégué constitue cette protection. Ainsi, quand la Mairie de Paris a décidé d'implanter un centre d'hébergement pour des SDF et des réfugiés à la lisière du 16^e arrondissement, cette angoisse du contact a violemment ressurgi.

Second élément récurrent : la répulsion physique. Elle est d'abord liée à l'insécurité : à São Paulo et à Delhi, cette angoisse sécuritaire conduit à vivre dans des condominiums ultra-sécurisés interdisant toute intrusion, à craindre les déplacements en voiture et à sélectionner les lieux où se rendre. Si les riches Parisiens éprouvent également ce sentiment d'insécurité, il reste toutefois moins intense. La répulsion renvoie aussi à la peur d'être contaminé par le contact du corps du pauvre, porteur de maladies, etc. À São Paulo et à Delhi, ces riches ne prennent pas les transports en commun, ne touchent pas le mobilier dans les lieux publics... Ils expriment un profond dégoût à l'égard des pauvres, de leur apparence, etc., et n'évoquent jamais la possibilité de politiques pour changer les conditions de vie dans les bidonvilles.

En France, on n'en est pas à ce niveau de répulsion, mais la racialisation est frappante chez ces élites pourtant dotées d'un art du con-

« Ces élites sont persuadées d'être porteuses d'une supériorité morale, à préserver de toute contamination. »

ciation à l'égard des catégories les plus défavorisées, aboutissant à une ségrégation discriminante ? Nous avons alors choisi d'explorer le rapport à l'altérité dans ces quartiers. En nous demandant aussi si perdrait l'identification, montrée par Louis Chevalier, des « classes laborieuses » à des « classes dangereuses » par l'élite bourgeoise de la France du XIX^e siècle, et qui fondait leur mise à distance. Pour cela, étudier non seulement la métropole parisienne, mais aussi des métropoles de pays émergents, où les inégalités

cessus de stigmatisation des pauvres et de leur discrimination. À partir de questions sur le choix du quartier, la façon dont elles y vivent, etc., ces personnes ont en fait abordé d'elles-mêmes ce qui les distingue de ceux qui vivent dans les autres quartiers et, à partir de là, la représentation qu'elles ont des pauvres.

Apparaît tout d'abord la production d'une « frontière morale » : les interviewés sont persuadés d'être porteurs d'une supériorité morale, à préserver de toute contamination



«En France, les riches recourent, en la dévoyant, à l'idée du mérite comme justification des privilèges.»

trôle social. La menace est celle des pauvres venus d'ailleurs, soupçonnés de manquement « culturel » aux savoirs élémentaires d'hygiène: les Roms, les réfugiés... La saleté des quartiers est associée à un comportement jugé non civilisé de « certains » types de population.

HD. Dans ces situations d'inégalités criantes, comment la représentation qu'ont ces riches des pauvres s'articule-t-elle avec leur perception d'eux-mêmes?

S. P. Cela les amène au besoin de justifier leurs privilèges, qui passe par la justification du sort des autres, et donc de ces écarts. On remarque alors deux tendances. Les pauvres sont perçus comme n'ayant d'autre destin du fait de différences d'aptitudes quasi génétiques, et ce ne sont pas des programmes sociaux qui pourront changer leur sort. C'est la naturalisation de la pauvreté et des inégalités qui est une évidence pour les interviewés de Delhi: les classes in-

férieures constituent une humanité différente.

En France, les riches tiennent compte de l'imprégnation des principes républicains, de ce qu'ont pu apporter la société salariale et les programmes sociaux au bien-être de la population. Mais, s'ils reconnaissent des déterminismes sociaux, ils recourent, en la dévoyant, à l'idée du mérite comme justification des privilèges: les riches sont riches parce qu'ils ont... plus de mérite que les autres, faisant fi de ce qui relève largement d'inégalités sociales. Le terme « injustice » n'est jamais prononcé.

HD. Peut-on voir dans ces entretiens l'empreinte d'un discours néolibéral globalisé?

S. P. Dans les trois métropoles, reviennent les mérites vantés par le néolibéralisme: prise d'initiatives et de risques, responsabilité individuelle à laquelle est liée la valorisation du mérite, au détriment de la responsabilité sociale. À ceux qui

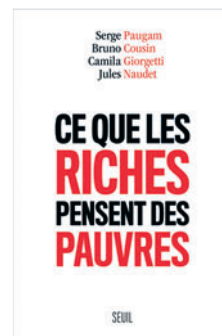
ne réussissent pas, on attribue des comportements paresseux, une incapacité à faire les bons choix, etc. À Delhi et à São Paulo, ces arguments s'ajoutent à ceux de la naturalisation: ils sont compatibles. On observe ainsi une convergence idéologique néolibérale. Je constate d'ailleurs dans la société française que la richesse est de plus en plus valorisée en tant que telle comme idéal de réalisation de soi. Le problème de ce discours décomplexé est qu'il s'accompagne très souvent d'un mépris à l'égard des pauvres et d'une justification idéologique de leurs échecs ou de leurs malheurs.

HD. Les résultats de votre enquête interrogent frontalement la notion de solidarité... Quelles conséquences en tirez-vous?

S. P. Dans les pays très inégalitaires, les riches s'organisent entre eux, les pauvres survivent entre eux, les liens s'expriment en termes d'utilisation des services des seconds par les premiers. La comparaison entre ces trois métropoles montre que, dans une société salariale comme la nôtre, où il y a eu des conquêtes sociales, où on a appris que la solidarité nationale est un effort de chacun pour faire face aux aléas de la vie à travers des systèmes de protection au profit de l'ensemble du corps social, les risques de fragmentation sociale sont de plus en plus visibles. Ce qui faisait tenir ensemble des individus au sein d'une société démocratique et ouverte à tous s'affaiblit au profit de solidarités organisées à l'intérieur de groupes restreints. C'est tout à la fois la mixité sociale, la notion d'espace public, la confiance mutuelle qui risquent d'être emportées par ce processus. Cette logique d'entre-soi progresse et est terriblement menaçante, elle interroge le potentiel de cohésion de nos sociétés. C'est ce que montre l'écart entre le besoin de se considérer comme des citoyens solidaires les uns des autres et cette réalité que nous dévoilons – là réside la dimension critique du travail sociologique – et analysons. ★

**ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
LUCIE FOUGERON
lfougeron@humanite.fr**

**POUR EN
SAVOIR PLUS**



« CE QUE LES RICHES PENSENT DES PAUVRES », DE SERGE PAUGAM, BRUNO COUSIN, CAMILLA GIORGETTI, JULES NAUDET, ÉDITIONS DU SEUIL, 2017, 352 PAGES, 23 EUROS.

Si les inégalités sont désormais reconnues comme « risque mondial » jusque dans les plus hautes sphères de décideurs – à l'instar du Forum de Davos en 2017 –, apprendre la façon dont les élites les envisagent vraiment est un questionnement original. Cette enquête sociologique en est une première étude, fructueuse. Fondée sur une démarche scientifique – dont la méthodologie est précisément exposée, rappelant utilement ce qu'est le travail sociologique –, elle aboutit, à partir d'entretiens approfondis menés dans trois métropoles mondiales, à établir des invariants dans les perceptions de la pauvreté qu'ont les riches, refusant la mixité résidentielle, défendant âprement la frontière de classe. À l'heure du néolibéralisme globalisé, leur convergence idéologique dans la justification des inégalités vient percuter le principe de solidarité au cœur de la citoyenneté dans les sociétés démocratiques. Ces entretiens et leur analyse dévoilent une réalité qui tend à progresser dans nos sociétés et à les menacer. Aux acteurs du débat public de s'en saisir.